

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Robert Toulemon (*séance du lundi 29 novembre 2004*)

Gérald Antoine : Comment ne pas reconnaître l'ampleur et l'importance des thèmes que vous avez abordés ? Mais ceux-ci ne pouvaient manquer de poser des problèmes d'une égale dimension. Vous avez vous-même soulevé l'un d'eux : mondialiser les objectifs de la Communauté européenne, n'est-ce pas une utopie aussi longtemps que se manifesteront d'une part l'hégémonie des Etats-Unis, d'autre part la faiblesse des Etats du Sud ?

Dans cette perspective de mondialisation, vous avez distingué deux types d'objectifs : les uns « éthiques ou moraux », les autres « politiques ». Ce sont ces derniers qui ouvrent un grand débat. Naguère nombre de nations européennes, chacune pour soi il est vrai, se donnèrent pour objectif d'apporter à des pays censés exposés au pire les bienfaits de la civilisation. Ce fut l'aventure coloniale. Elle engendra les mésaventures que l'on sait.

Il n'y a pas si longtemps, le Président George W. Bush affichait son dessein de démocratiser tout le Moyen Orient, en commençant par l'Irak. Nous en observons aujourd'hui le résultat dans ce malheureux pays : le chaos sous toutes ses formes, y compris ce que nous appelons le « terrorisme », en oubliant un peu vite l'histoire de la langue : entre 1940 et 44 les nazis baptisèrent « Terroristen » ceux que nous nommions les « Résistants ». Est-ce vraiment le rôle de la Communauté européenne de lutter contre le droit à la résistance ?

Ne serait-il donc pas plus sage – c'est ma question – de nous en tenir aux premiers objectifs que vous avez désignés sous le nom d'objectifs éthiques ou moraux ? Qu'est-ce à dire ? Rappeler à l'homme le respect qu'il doit d'une part à la nature, à la sauvegarde de ses ressources, d'autre part à lui-même et à ses semblables, à la sauvegarde des valeurs indispensables à la survie de l'humanité comme telle.

*
* *

Bernard Bourgeois : Vous avez évoqué deux penseurs, certes très inégaux. Pour ce qui est du premier, Fukuyama, on peut constater que la dernière ligne de son dernier ouvrage annule pratiquement tout ce qu'il a dit auparavant, puisqu'il évoque la possibilité que l'humanité reparte pour un nouveau voyage.

Pour ce qui est du second, Immanuel Kant, je voudrais, en l'année du bicentenaire de sa mort, évoquer deux thèmes de sa philosophie. Concernant la signification du droit, dont vous avez rappelé que son affirmation a été traditionnellement une mission des Européens et qu'elle doit rester leur tâche privilégiée, Kant dit deux choses : la force ne fait pas le droit. Mais Kant ajoute qu'il n'y a pas de droit sans force. Celui qui ne peut pas me protéger n'a donc aucun droit sur moi. Kant, que l'on prend parfois pour un pacifiste, n'en est aucunement un. Il est au contraire un réaliste. Ainsi donc, on ne peut pas prendre au sérieux l'affirmation qu'on veut le droit si on ne s'en donne pas les moyens. C'est pourquoi il me semble qu'il importerait d'insister davantage que vous ne l'avez fait sur le paramètre fondamental permettant à l'Europe d'être prise au sérieux lorsqu'elle s'affirme être un facteur de renforcement de la réconciliation à l'échelle mondiale entre les nations, en s'abritant derrière le drapeau du droit.

Je crois que l'objectif essentiel que doit à présent se fixer l'Europe, c'est de se doter d'une puissance militaire effective. Les Anglais sont actuellement pratiquement les seuls à pouvoir projeter une force de 40 000 hommes par delà les océans et, malheureusement, ils ne sont pas les plus européens.

*
* *

Alain Plantey : Nous assistons à un désordre mondial comme il n'y en eut jamais auparavant. Il y a de nombreux pays où l'on ne peut plus se rendre. D'autre part, du côté des Etats-Unis et des Nations Unies, on se trouve au bord du refus des crédits aux Nations Unies par le Sénat américain. Le hiatus entre les Etats-Unis et les Nations Unies est grandissant. Je ne vois pas non plus qu'il y ait un message européen cohérent. Nous avons apporté un grand marché commercial, industriel et culturel. Mais il n'y a pas de volonté et donc pas de pouvoir politique au sein de l'Europe. L'Europe n'est pas une puissance. Il n'y a pas non plus d'unité européenne dans l'usage de la force. Il suffit de constater les divergences profondes qui se sont manifestées à propos de l'affaire irakienne.

Je ne vois pas comment on pourra faire quelque réforme que ce soit sans l'accord des Etats. Et lorsqu'on évoque la réforme des Nations Unies et du Conseil de sécurité, il faut bien comprendre qu'il n'y en aura pas parce le seul accord auquel on parviendra sera le maintien du *statu quo*.

*
* *

Roland Drago : Je voudrais revenir sur le problème du Conseil de sécurité et de la réorganisation des Nations Unies. Il est vrai que la composition du Conseil de sécurité s'est faite au profit des vainqueurs de 1945, après quoi on a considéré que rien ne pourrait plus être changé. Je partage tout à fait l'avis de M. Alain Plantey parce que, d'une part, ce système est à la fois très discutable en ce qui concerne l'attribution du droit de veto à cinq Etats qui ne représentent plus ce qu'ils représentaient en 1945, et que, d'autre part, il est impossible de trouver un mécanisme nouveau qui obtienne l'adhésion unanime des Etats.

Mais y aurait-il une possibilité de réorganiser les Nations Unies en y faisant entrer, à un degré quelconque, les organisations régionales ? C'est là que l'Europe aurait peut-être sa place. Pensez-vous qu'il existe une solution rationnelle qui pourrait rendre le mécanisme plus représentatif et efficace ?

*
* *

Prosper Weil : Il est évident que la politique américaine est ouverte à la critique et que tout examen critique est licite. Mais je crois qu'il faut être prudent et ne pas utiliser abusivement les termes d'« unilatéralisme américain », d'« hégémonisme américain », d'« impérialisme américain ». On tend par trop à oublier la réalité de ce qui s'est passé depuis soixante ans. Sans la puissance américaine, sans l'« unilatéralisme américain », la France et l'Europe n'existeraient pas telles qu'elles sont. Elle seraient devenues national-socialistes ou elles seraient devenues des satellites de l'Union soviétique.

Quoi que l'on pense de la politique suivie à tel ou tel moment ou en telle ou telle circonstance, par les Etats-Unis, ce serait faire preuve d'ingratitude et d'un impardonnable irréalisme que de ne pas prendre en compte ce que nous devons aux Etats-Unis.

*
* *

Raymond Barre : Au-delà des aspirations idéalistes que vous avez évoquées, il est nécessaire de pouvoir agir. Or, en Europe, quels sont les pays qui peuvent agir ? Est-ce que la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne sont capables de formuler ensemble des

objectifs et de mettre en œuvre des moyens – y compris militaires – pour faire apparaître de temps à autre l'influence de l'Europe ? C'est pourtant nécessaire et ce n'est pas en dénonçant l'impérialisme américain que l'on changera les choses. Les Américains constituent, dans tous les domaines, la nation la plus puissante aujourd'hui.

Est-il, à votre sens, possible d'imaginer, par une action conjointe des grandes puissances européennes, une tendance à un rééquilibrage en matière de politique ? Avant d'envisager une réforme des Nations Unies, c'est dans ce domaine qu'il faudrait tenter de trouver un contrepoids.

*
* *

Edouard Bonnefous : Je suis étonné de voir que l'on remet en cause la nécessité d'une association de défense. Nous l'avons avec l'OTAN, dont nous nous sommes écartés, bien imprudemment à mes yeux, car les Etats-Unis collaboraient alors à la défense européenne et nous occupions le premier rang.

*
* *

Réponses :

A Gérard Antoine et Bernard Bourgeois : Vous avez estimé que l'Europe devrait se limiter à l'éthique. Il me semble que M. Bourgeois a apporté la réponse à votre remarque. J'aurais pour ma part fait appel à Pascal qui soulignait que la force sans la justice, c'est l'arbitraire et que la justice sans la force, c'est l'impuissance. Je crois en effet qu'une politique européenne ne doit pas faire abstraction de la force. J'ai d'ailleurs dit dans ma communication que le recours à la force peut être envisagé dans des cas extrêmes. Pourquoi suis-je si prudent ? Parce que le réalisme m'oblige à constater qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas d'accord, même entre les grands Etats européens, pour faire de l'Europe une grande puissance au sens traditionnel.

Pour ma part, quand je considère les désastres provoqués par les grandes puissances tout au long des siècles, particulièrement les crises paroxystiques du XX^e siècle, je me demande si c'est bien la vocation de l'Europe de devenir une grande puissance. Ce n'est en tous cas pas du tout la vision de nos partenaires. Les seuls qui pourraient être tentés par la puissance sont les Britanniques, mais ils ne la conçoivent qu'exercée sous une quasi-tutelle américaine.

En revanche, l'Europe peut, par ce qu'elle a fait – la réconciliation, l'exercice en commun de la souveraineté, la démocratie plurinationale – exercer une forte influence dans le monde, devenir un acteur global plutôt qu'une grande puissance au sens traditionnel.

Vous me trouvez trop indulgent à l'égard de la politique de M. Bush ; certains de vos confrères m'ont trouvé trop sévère. Peut-être suis-je donc dans le juste milieu. J'ai dit dans ma communication que l'idée que l'on puisse aboutir à une réforme des Nations Unies sans l'accord des Etats-Unis est totalement irréaliste.

A Alain Plantey : Je suis d'accord avec vous pour considérer que le monde actuel est un affreux chaos, mais je ne crois pas que ce soit par l'incantation que l'on pourra l'améliorer. Je vous trouve trop pessimiste. J'ai essayé de montrer que si l'on se situe dans le long terme et que l'on pense aux conditions d'une coexistence – et non d'un choc de civilisations – et à celles d'un progrès humain mieux réparti, on doit envisager une réforme des Nations Unies. Certes, je le reconnais volontiers, elle est sans doute irréalisable aujourd'hui. Mais l'humanité ira au devant de drames de

plus en plus terribles si elle ne se dote pas d'un système de gouvernance efficace et reconnu comme légitime.

L'Europe n'est pas aussi passive que vous le dites. Il y a des prodromes qui montrent que, dans certains cas, l'Europe peut être efficace. Nous avons fait une intervention remarquable au Congo, mais peu remarquée parce qu'elle s'est bien passée. Vous noterez qu'on ne parle plus guère de la Yougoslavie, ni de la Bosnie, ni du Kosovo, ni de la Macédoine. Pourquoi ? Parce que la paix y règne. Pourquoi y règne-t-elle ? Parce que nous y sommes intervenus, parfois avec l'OTAN, parfois seuls. Félicitons-nous donc de nos succès au lieu de nous lamenter sur nos échecs.

A Roland Drago : J'irai plus loin que vous en estimant que ce qui est souhaitable, ce n'est pas une tutelle des Nations Unies sur les organisations régionales, mais un Conseil de sécurité qui, au terme d'un processus nécessairement long, soit composé, non pas d'Etats, mais d'organisations régionales d'Etats. Ce serait là un monde multipolaire plus acceptable que celui qui reposerait uniquement sur les rapports traditionnels de puissance.

A Prosper Weil : Je suis largement d'accord avec vous. Si j'ai employé les mots d'« hégémonisme » et d'« unilatéralisme », ça n'était pas dans un esprit d'hostilité à l'égard des Etats-Unis. Rien ne m'irrite davantage que l'antiaméricanisme systématique qui domine la pensée politique de beaucoup de nos compatriotes. On doit être reconnaissant aux Américains des services immenses qu'ils nous ont rendus. On doit admettre que, sans eux, rien n'est possible. Et néanmoins on peut garder une liberté de critique envers certaines tendances de l'administration Bush.

Il faut en outre reconnaître que, dans la doctrine de cette administration, l'idée de répandre la démocratie est plus sympathique – même si les méthodes sont parfois contestables – que la tradition de la *Realpolitik* mise à la mode par M. Kissinger et qui consistait à appuyer tout gouvernement pro-américain, qu'il fût démocratique ou dictatorial. C'est en effet en vertu de cette doctrine que les Américains se sont rendus odieux en Amérique latine.

A Raymond Barre : Je crois avoir déjà répondu. Il serait bien sûr souhaitable que les grands pays d'Europe se mettent d'accord. Mais j'observe que même les petits pays et même des pays neutres comme la Suède sont prêts à contribuer à des opérations militaires lorsqu'il s'agit d'établir la paix sous le mandat des Nations Unies. Les Scandinaves ont été très efficaces en Yougoslavie et il ne faudrait donc pas limiter la possibilité de participer à une Europe politique aux grands Etats. Ce serait créer une division en Europe qui serait un facteur d'affaiblissement.

A Edouard Bonnefous : Les différents de la France avec l'OTAN appartiennent désormais au passé. La tendance actuelle est plutôt celle d'un rapprochement. Je partage néanmoins votre sentiment de la nécessité de rechercher un partenariat avec les Etats-Unis, un partenariat certes inégal au départ, mais de principe égalitaire, et qui ne soit pas l'acceptation pure et simple d'un protectorat.

Je crois également que nous pouvons espérer à moyen terme, après que l'administration actuelle aura éprouvé les limites de la politique de force, avoir plus d'influence sur Washington que nous n'en avons aujourd'hui.

*
* *